

Pénurie de matériaux : Bercy va discuter avec le Bâtiment pour trouver des solutions

Florent Lacas, le 23/04/2021 à 12:19



[batiactu]

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie © Compte Twitter de BLM

ÉCHANGES. Dans un contexte de pénuries de plus en plus marqué, le ministère de l'Économie a tenu à rassurer le secteur du bâtiment, en lui annonçant qu'il était ouvert à l'idée de revoir certaines règles liées aux pénalités de retard.

Le ministre de l'Économie [s'y était engagé le 7 avril dernier](#) : il va bien recevoir, dans les jours à venir, le président de la [fédération française du bâtiment](#) (FFB), Olivier Salleron, notamment pour chercher des solutions aux problèmes posés par les pénuries de matériaux et de matières premières. Il l'a assuré dans une vidéo envoyée le 22 avril 2021 à la FFB, mise en ligne sur les réseaux sociaux. *"Pour [les entrepreneurs du bâtiment], la forte augmentation du coût des matières premières est très pénalisante, et peut créer beaucoup d'inquiétudes", a-t-il reconnu. "Regardons ensemble les mesures à prendre, notamment sur les questions de pénalités de retard : faut-il les lever, les réduire, instaurer de nouvelles procédures ? Je suis ouvert au dialogue."*

Une situation qui devrait durer "de nombreux mois"

Ce signal intervient alors même que la filière de transformation du verre plat alerte, ce 23 avril 2021, sur les difficultés très concrètes que cette pénurie lui cause. *"Nos entreprises ne peuvent que subir les retards d'approvisionnement et font face à d'importantes augmentations de prix des matières",* peut-on ainsi lire dans un communiqué de presse de l'union des transformateurs de verre plat (UDTVP). *"Dans certains cas elles sont en outre confrontées aux pénalités de retard imposées par les marchés qu'elles ont signés."* Cette situation devrait durer encore "de nombreux mois", s'inquiète l'organisation professionnelle, et est à l'origine du ralentissement de "nombreux chantiers". L'UDTVP demande ainsi un gel des pénalités de retard et la réactivation des ordonnances "[covid-19](#)" de mars 2020.

En échange de ces efforts auxquels pourrait consentir l'État, Bruno Le Maire a rappelé que le gouvernement attendait du secteur de continuer à embaucher de "jeunes apprentis français", et "multiplier les investissements dans les mois qui viennent pour réussir la relance".